

La colère des fonctionnaires face au gel de leurs salaires

LE MONDE | 20.01.2014 à 10h51 • Mis à jour le 20.01.2014 à 13h11 | Par Bertrand Bissuel

L'exaspération monte parmi les syndicats de fonctionnaires. Non seulement l'exécutif leur annonce une cure d'austérité sans précédent, mais il le fait avec des mots et des procédés jugés blessants. La CGT-fonction publique appelle les agents à cesser le travail, le 6 février, à l'occasion d'une journée nationale d'action interprofessionnelle organisée par la centrale de Thierry Lepaon.

Amplification de la réduction des dépenses publiques, élagage du mille-feuille territorial... Depuis début janvier, les projets mis en avant par François Hollande et par le gouvernement préfigurent des lendemains douloureux pour les fonctionnaires.

Deux épisodes ont contribué à alourdir le climat. Le 7 janvier, lors de ses vœux aux corps constitués, le président de la République a exprimé sa volonté de réformer en profondeur un Etat « *trop lourd, trop lent, trop cher* ». Déclaration qui a piqué au vif plusieurs responsables syndicaux. Elle « *renvoie une image négative des services publics et contribue à stigmatiser toujours plus les agents* », confie Bernadette Groison (FSU).

Deuxième accroc, le 16 janvier, lorsque la ministre de la réforme de l'Etat, Marylise Lebranchu, a indiqué, sur BFM-TV, que le point d'indice, qui sert de référence pour calculer la paye des fonctionnaires, ne sera pas réévalué cette année : « *Le gel pour 2014 a d'ores et déjà été décidé* », a-t-elle dit. « *Nous ne sommes pas complètement surpris mais ça devient un peu pénible de l'apprendre par la presse* », réagit Brigitte Jumel (CFDT).

Jean-Marc Canon (CGT), lui, y voit la négation des engagements pris par M^{me} Lebranchu en octobre 2013 qui prévoyait de rouvrir la question salariale au printemps 2014. « *La situation est devenue insupportable*, ajoute M. Canon. *Nous sommes passés au stade de la confrontation avec le gouvernement.* » « *La porte se referme assez brutalement pour 2014*, renchérit Guy Barbier (UNSA). *Ça pose le problème de la parole ministérielle. On a fait attendre les personnels. Ils en ont assez maintenant.* »

Le mécontentement est d'autant plus grand que la valeur du point d'indice n'a pas bougé d'un iota depuis mi-2010 au nom de la rigueur budgétaire. Du coup, le pouvoir d'achat du salaire net moyen des agents s'est érodé entre 2010 et 2011, selon l'Insee : - 0,1 % dans la fonction publique d'Etat, - 0,6 % dans le secteur hospitalier public et - 0,8 % dans les collectivités territoriales.

A cette austérité salariale s'ajoutent les suppressions de postes qui se poursuivent dans les ministères – abstraction faite des missions qualifiées de « *prioritaires* » par le gouvernement (sécurité, enseignement, justice). Ainsi, entre fin 2012 et fin 2013, les directions départementales interministérielles ont vu leurs effectifs diminuer de

près de 6 %. « *La baisse est de l'ordre de 25 % depuis début 2010, complète Pascal Pavageau (FO). Le ras-le-bol est total.* » Le gouvernement risque d'en prendre la mesure au moment des élections municipales.